

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 264 – VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2015

PÂQUERETTE GAULOISE DE SOUCHE

Le Hongrois Orban veut
que les migrants rentrent chez eux.
On pourrait pas lui renvoyer
Nikola ? ●

AGENDA MILITANT

→ 24 septembre

Nanterre [Aller plus loin autour de la COP 21](#)

→ 3-4 octobre

Créteil [Sur l'agenda de la Coalition Climat 21](#)

→ 5-18 octobre

Internet [Le temps des communs](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Face à l'austérité**
[La lutte des "sans"](#)

→ **Discriminations, racisme**
["Roms" ou pas, nous voulons
avoir le droit de vivre ensemble](#)

→ **Luttes féministes**
[Créatrices, vous avez dit créatrices](#)

Une démarche politique cohérente et collective

Face au désenchantement, au fossé qui ne cesse de se creuser entre les citoyens et les politiques, aux sentiments d'insécurité et de déclassement social qui s'expriment dans notre pays, il n'est plus possible de rester sans réagir. (...)

Nous voulons co-construire - dans le respect de chacun - une démarche politique cohérente et collective, qui ne soit pas seulement d'opposition mais surtout force de propositions. (...)

Nous croyons au dépassement des chapelles politiques ainsi qu'à celui des formes traditionnelles d'engagement et de militantisme. Nous croyons au renouveau démocratique.

A quelques semaines de la COP 21 qui va se dérouler en France, il nous apparaît urgent de réinventer un nouveau modèle économique, écologique et social. Des solutions existent qui passent par une transformation du système productif, une adaptation des modes de vie et un partage plus équitable des ressources que les politiques d'austérité imposées actuellement, et la dictature du PIB, ne permettent pas. (...)

Députés issus de différents courants de la gauche, riches de la diversité de nos familles politiques, engagés pour un développement économique et social soutenable, nous entendons symboliser et représenter à l'Assemblée nationale les voix qui réclament une alternative.

Nous montrerons qu'une autre politique est possible, qui puisse redonner confiance en l'avenir et constituer un rempart contre la montée de l'extrême droite. Nous appelons ainsi à la création d'un nouveau groupe parlementaire, composé de tous ceux qui n'acceptent pas la dérive libérale du gouvernement et qui refusent la résignation, le renoncement à leurs valeurs et à leurs convictions. Il est temps d'agir et de réagir. Ne pas s'engager, c'est accepter la déroute annoncée et demeurer sourd à l'exigence exprimée par nos concitoyens d'un tel rassemblement.

Nous savons que la construction d'une alternative de gauche et écologiste n'est pas chose facile. Mais là où nous pouvons agir, dans les communes, les départements, les régions et au Parlement, il est de notre devoir de tout faire pour contribuer à reconstruire l'espoir. On ne peut pas appeler au rassemblement tous les quatre matins et quand les conditions le rendent possible, ne pas en prendre l'initiative pour en faire un des leviers d'une politique de transformation. Pour notre part, nous y sommes prêts.

● **Sergio Coronado, Philippe Noguès,
Isabelle Attard, Jacqueline Fraysse**

Texte intégral sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Convergences".

La gauche d'alternative face à l'autodestruction de l'Union européenne

Dans une situation économique mondiale périlleuse et alors que l'Union européenne semble en voie de dislocation, en France, la gauche d'alternative regarde passer les trains. Mieux vaut faire ce constat affligeant, pour essayer qu'il en soit autrement.

La période estivale a révélé que l'économie mondiale, loin d'être en phase de croissance saine et de stabilité retrouvée, est au contraire travaillée par de profondes incertitudes et des possibilités de rechute brutale.

Un contexte mondial périlleux

Le risque d'emballement des bourses à la baisse, à partir de la chute de celles de Shanghai et des autres grandes bourses asiatiques, a été perçu comme le révélateur d'une situation inquiétante. Les économistes sont divisés. Certains annoncent une reprise timide, malgré le ralentissement chinois. Elle s'appuierait sur le développement économique des pays émergents. Mais beaucoup soulignent que les fondamentaux sont au rouge : la financiarisation mondiale de l'économie et la déconnexion complète entre finance et production aboutissent à des phénomènes irrationnels, avec de redoutables effets de dominos. De fait, en dépit des promesses de soirs de crise, les phénomènes qui avaient causé la crise de 2008 sont loin d'être jugulés : le système s'est amendé à la marge... pour ne pas se transformer. Aux

États-Unis, par exemple, l'endettement des propriétaires immobiliers, des classes moyennes et des étudiants est reparti de plus belle.

Face à une situation mondiale périlleuse, l'Union européenne met la tête dans le sable. Bruxelles poursuit ses politiques molles, perdant son temps dans des négociations-éléphant pour des compromis-souris.

Les libéraux continuent partout de professer la limitation des services et des dépenses publics. Ils entendent poursuivre la dérégulation généralisée, luttent contre l'action des États quand elle est sociale et éducative, mais la considèrent indispensable quand il s'agit de recapitaliser les banques... alors même que chacun sait désormais que les pays qui résistent le mieux à la crise sont les

mieux dotés socialement. Du côté des pays émergents, la croissance est encore liée aux exportations de biens et de services à moindres coûts salariaux vers les pays riches, mais le capital tourne et les pays jusqu'à présent dopés par leur commerce extérieur sont délaissés dès lors que des opportunités plus lucratives pour les actionnaires se dessinent pour les investisseurs. D'autre part, les immenses réserves de croissance et de développement humain, qui se trouvent du côté du développement des services publics (éducation, santé, transports notamment) restent fortement sous-investies, de même que les potentialités de croissance liées à des politiques écologiques fortes.

L'UE en déconstruction ?

Face à cette situation mondiale contradictoire et à haut risque, l'Union européenne met la tête dans le sable. Bruxelles poursuit ses politiques molles, perdant son temps dans des négociations-éléphant pour des compromis-souris. Des questions majeures sont mises sous le tapis. Ainsi, tout le monde sait que les dettes de plusieurs États membres - Grèce, Italie, Espagne, ●●●

●●● France... - ne pourront être honorées, mais le sujet reste un tabou pour la Banque centrale européenne et les technocrates aux commandes. Le Fonds monétaire international est seul quant il plaide pour que la question de la renégociation de la dette soit abordée. On le comprend d'ailleurs car, effectivement, pour les libéraux, ouvrir le débat d'une restructuration des dettes publiques serait ouvrir la boîte de Pandore d'une mise en cause des dogmes libéraux. Off, les dirigeants libéraux reconnaissent que la dette n'est pas viable, mais ils se comportent comme s'il leur fallait gagner du temps à tout prix : au prix de dégâts sociaux et environnementaux que la puissance publique, toujours elle, sera appelée à résoudre ou compenser. Aux yeux de nantis de Bruxelles, le sacro saint objectif de 3 % du PIB d'endettement doit rester le pivot de toute stratégie économique.

Au plan politique aussi, l'UE craque de partout. Ici, pour des raisons culturelles, comme on le voit en Espagne avec la montée en puissance de l'exigence d'indépendance de l'Andalousie, tandis que l'éclatement de la Belgique reste une possibilité et que d'autres revendications territoriales montent en puissance, notamment dans les ex-pays de l'Est du continent. Là, dans plusieurs pays, face aux problématiques sociales ; on se réfère bien sûr à la situation grecque, mais bien d'autres ne sont guère enviables,

d'où la fébrilité de certains États en situation précaire, qui craignent d'être déstabilisés par toute évolution des politiques économiques de l'Union.

À ce propos, contrairement à ce qu'annonçait le battage médiatique depuis le calamiteux compromis d'Alexis Tsipras,

L'heure devrait être à envisager comment des rapports de force au niveau européen pourraient voir le jour, plutôt qu'à décerner à Syriza un carton rouge pour trahison et à Unité populaire un brevet de radicalité.

en Grèce, la suite reste incertaine. Le retour de la droite au pouvoir, lors des élections législatives anticipées du 20 septembre, est possible, mais le maintien de Syriza aussi, et une percée du nouveau parti anti-austérité, Unité populaire, aurait également un sens politique fort. Surtout, quel que soit le résultat de ce scrutin, la question de la dette reviendra sur la table, dès lors que seront constatés les effets délétères du nouveau plan d'austérité de la Troïka. L'heure devrait être à envisager comment des rapports

de force au niveau européen pourraient voir le jour, plutôt qu'à décerner à Syriza un carton rouge pour trahison et à Unité populaire un brevet de radicalité théorique. N'oublions pas, au passage, qu'un retour de la droite pourrait aussi avoir pour effet, à court ou moyen terme, une réaction massive de la société grecque, qui s'est fortement politisée ces dernières années.

La résistance antilibérale monte... sauf en France

La situation espagnole est elle-aussi en pleine évolution. Certes, certains sondages ont montré un tassement des intentions de vote pour *Podemos* aux élections générales de novembre, mais la percée sera de toute façon remarquable. Il existe aussi un débat non sur la sincérité, mais sur la détermination des responsables de *Podemos*, qui ont annoncé *a priori*, c'est-à-dire en se privant d'un des moyens importants d'instituer un rapport de force, qu'ils entendent obtenir des concessions antilibérales sans sortie de l'euro. Pablo Iglésias met en ce sens de l'eau dans son vin au fur et à mesure que le scrutin s'approche. Reste que, comme en Grèce, le refus de l'austérité aura encore marqué un point... et que ces points accumulés, même s'ils n'aboutissent pas, prennent un sens global.

Et voilà que s'ajoute à ces bougés le tournant anglais ! L'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti lors des ●●●

●●● primaires travaillistes, avec 59,5 % des voix sur un total de 610 000 votants (!), selon un nouveau mode de scrutin ouvert à tous (moyennant une contribution financière de 4,1 euros), enterre le blairisme et ouvre une nouvelle phase. Non seulement cette victoire rompt avec une évolution de plus de 30 ans du Parti travailliste, mais elle est importante dans la mesure où elle intervient dans une configuration politique très différente des autres pays. Cela montre que la mise en cause des politiques d'austérité n'est pas un épiphénomène mais pourrait devenir une dynamique mondiale.

Autre élément de la crise européenne : la crise autour de l'accueil des migrants - des migrants en général et des réfugiés de guerres en particulier. Là encore, l'UE apparaît sans valeurs communes et sans boussoles, chaque pays se repliant sur la "défense de ses terres". Le retournement allemand, alors que l'on a pu pendant 48 heures croire à un sursaut éthique et politique (bien qu'il s'agisse d'accueillir surtout des réfugiés syriens formés), est symptomatique du déficit de construction commune. Derrière des décennies de déclarations pro-européennes de tous les dirigeants, libéraux et socio-démocrates, il n'y a... rien ! De fait, l'UE n'est au point sur aucun des grands sujets : ni sur les enjeux écologiques, alors que se tient la COP 21, ni sur la question économique et sociale, ni sur les enjeux agricoles, ni sur les migrations, ni sur la politique étrangère...

De plus, on ne sait plus non plus quel est l'avenir de l'euro. Certains, tel Frédéric Lordon l'enterre un peu vite, considérant même que « *l'impossibilité d'une autre euro entre dans les esprits* » (vivement le retour aux monnaies nationale, donc). Dans *Politis*, il donne la leçon de celui qui sait tout, considérant que tous ceux qui ne pensent pas que la sortie

**L'élection de Jeremy
Corbyn à la tête du Parti
travailliste montre que
la mise en cause des
politiques d'austérité
n'est pas
un épiphénomène
mais pourrait devenir
une dynamique
mondiale.**

de l'euro soit une nécessité ou serait une bonne chose sont des abrutis. Si on laisse de côté quelques outrances rhétoriques de l'auteur, on n'en mesure pas mieux, après l'avoir lu, la difficulté de la période : d'un côté, il faudrait tout de suite porter des mesures qui incarnent des ruptures fortes avec l'ordre libéral (l'une des forces de Marine Le Pen est de capter le désir de rupture) ; de l'autre, la situation européenne est pré-chaotique et il faut prendre garde à ne pas nourrir (involontairement) l'aggravation

des éléments les plus dangereux de la crise, en particulier le nationalisme et la xénophobie. Sauf que le pire est sûr si l'on ne fait rien.

Le marasme en France

S'il fallait un mot, dans ce contexte international et européen, pour caractériser la situation française, cela serait peut être le mot immobilisme. Le gouvernement et le PS sont droits dans leurs bottes pour poursuivre leur politique de droite. La volonté de continuer les réformes de pilonnage de l'action publique est confirmée, même si le pouvoir et le PS voudront éviter d'afficher des réformes trop ouvertement libérales avant les élections régionales de décembre. Question qui se reposera très vite en 2016, lors de la pré-campagne présidentielle.

Le pouvoir et le PS se singularisent aussi par leur démission sur la question des migrants. Le ridicule retournement de veste de François Hollande – il y a quelques semaines encore, il fallait empêcher l'afflux de migrants, désormais il faut en accueillir "un peu mais pas trop" – ne masque pas une politique hyper sécuritaire, à laquelle s'ajoute le projet d'intervention militaire en Syrie (sans mandat de l'ONU et sans objectifs clairs). La droite et surtout l'extrême-droite peuvent se frotter les mains : d'une part elles ont tout ce qu'il faut pour nourrir la peur de l'envahisseur étranger, d'autre part le pouvoir est démissionnaire lorsqu'il s'agit d'assumer la solidarité européenne à l'égard ●●●

●●● de populations en danger. Quant à la gauche d'alternative, elle semble attendre le déluge.

La gauche d'alternative ?

La Fête de *l'Humanité* a été à l'image des tergiversations de toute la gauche de gauche : beaucoup de déclarations unitaires et chacun fait pour soi. Tout le monde est venu exister à La Courneuve, où on a, comme chaque année, beaucoup débattu et où l'on s'est beaucoup croisé sur les tribunes ; mais globalement chacun prépare les prochaines échéances électorales pour son propre compte.

La préparation des élections régionales est malheureusement dominée par cet état d'esprit, loin du volontarisme et des choix que la situation dangereuse appelle. Ça et là, et espérons le dans un maximum de régions, il y aura des configurations unitaires, tantôt entre EELV et le Front de gauche tout entier, tantôt avec EELV, le Parti gauche et Ensemble !... À quelques semaines du scrutin des 6 et 13 décembre, l'heure est encore à des négociations entre dirigeants, loin des citoyens, donc loin de permettre une appropriation de ses enjeux. Et si les responsables du PCF, du PG et d'EELV n'osent pas enfin franchir un pas dans leurs positionnements et leurs pratiques, le risque sera d'aller vers une nouvelle course en sac pour l'élection présidentielle, qui partira des egos présidentiels des uns et des autres

au lieu de partir d'objectifs politiques de fond. Après, on se lamentera sur l'électoralisme et sur la prédominance des logiques de boutiques.

Trois prises de position viennent cependant de montrer qu'une accélération positive est possible : celle de Pierre Lau-

**Tout le petit monde
de la gauche
d'alternative
est venu exister
à la Fête de l'Humanité,
mais globalement
chacun prépare
les échéances
électorales
pour son propre compte.
Les négociations
continuent...
loin des citoyens.**

rent, au conseil national du PCF puis à la Fête de *l'Humanité*, pour des listes communes du Front de gauche, d'EELV et d'autres ; la proposition de création d'un nouveau groupe parlementaire, formulée par quatre députés - Sergio Coronado (EELV), Philippe Noguès (ex-PS), Isabelle Attard (ex-Nouvelle Donne) et Jacqueline Fraysse (Ensemble !) ; la prise

de position de Jean-Luc Mélenchon, estimant qu'il faut « dépasser les blocages », « arrêter de tergiverser » et « mettre en œuvre des missions de conciliation » et un pilotage national pour réaliser partout l'union la plus large possible en dehors du PS.

Cependant, au-delà des questions de listes et de candidatures, il reste à aborder les questions de fond. Pour que la gauche d'alternative sorte du marasme, elle doit se coltiner la question du pouvoir des citoyens dans une dynamique politique. Elle doit réinventer les rapports entre social et politique. Elle doit considérer comme une priorité de fédérer les idées et les mouvements au lieu de soutenir seulement des luttes partielles. On pourrait ainsi tout à fait imaginer des campagnes communes aussi bien sur la transition écologique que sur les 32 heures, la promotion des services publics, la gratuité... Il s'agirait là d'enclencher un cycle de (re)conquête sociale et émancipatrice, et qui pourrait aussi ouvrir le long débat nécessaire pour construire un projet politique et une alternative. Au total, entre la poursuite d'une traversée du désert dont l'horizon semble toujours s'éloigner, et un sursaut qui ouvrirait de nouvelles possibilités, il n'est pas encore trop tard pour choisir. Du moins peut-on non seulement le souhaiter, mais l'espérer.

● Gilles Alfonsi



L'âge des nouvelles gauches

Fidèle de *France Inter* et de la chronique de Bernard Guetta que j'écoute le matin dans ma voiture en allant au boulot, je dois dire que vendredi il nous a mis au défi.

Voici ce qu'il dit à propos de l'élection de Jérémie Corbyn. « *On ne peut donc que se féliciter qu'un vent nouveau souffle sur les gauches européennes mais le problème avec les nouvelles gauches est qu'elles ne semblent pas voir pourquoi les anciennes sont aujourd'hui dans l'impasse.*

Or c'est pour de vraies raisons qu'elles le sont. Elles le sont parce qu'elles ont rempli leur mandat en dotant l'Europe d'un niveau de protection sociale à nul autre pareil, que les nouvelles révolutions industrielles exigent aujourd'hui que les entreprises puissent innover sans devoir contribuer à cette protection avant même d'avoir réussi et, avant tout, parce que le rapport de forces entre le capital et le travail n'est plus du tout ce qu'il était après-guerre.

Durant les Trente glorieuses, le besoin de main-d'œuvre et la peur du communisme contraignaient l'argent à des concessions auxquelles plus rien ne l'oblige maintenant qu'il peut s'investir où il veut, qu'il n'y a plus d'URSS et que le chômage est massif. Il ne suffit ainsi pas d'accuser les gauches d'avoir failli ou trahi. Il faut aussi inventer la gauche d'un nouveau siècle et là, les nouvelles gauches n'en sont... Comment dire ?... Qu'à leurs débuts. »

Force est de constater que Bernard Guetta pose de bonnes questions.

Que la victoire de Jérémy Corbyn se concrétise au sein même du parti qui, avec Tony Blair, a promu la troisième voie et emboîté le pas de Margareth Thatcher sur l'idée qu'il n'y a pas d'alternative, en dit long sur les attentes populaires en matière de changement de société. Comment ne pas décevoir ces attentes ?

Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, des possibles en France avec le FDG et EELV quand les écologistes

ne restent pas au milieu du gué et font le choix de l'alliance rouge et verte, des lignes bougent en Europe. Mais l'expérience grecque doit nous faire réfléchir. Il ne suffit pas de faire un programme d'urgence pour renverser la table. Il ne suffit pas de faire des programmes, fussent-ils co-élaborés, pour une gestion solidaire, écologique et démocratique des régions (même si c'est déjà très bien de le faire ainsi) pour créer de vraies ruptures.

En Bretagne, René Louail, chef de file d'EELV nous invite à ne pas en rester à la protestation, à formuler un projet de société plus qu'un programme et à en travailler la cohérence. Il a raison.

Il ne suffit pas de faire des programmes, fussent-ils co-élaborés, pour une gestion solidaire, écologique et démocratique des régions (même si c'est déjà très bien de le faire ainsi) pour créer de vraies ruptures.

Les actionnaires et leurs amis ont fait la preuve de leur incapacité à répondre aux enjeux d'aujourd'hui, et les salariés ont de plus en plus les capacités de maîtriser leur travail. Puisqu'il n'y a plus de place aujourd'hui pour des concessions des forces du capital, notre horizon, c'est d'en finir avec elles et de mettre en commun tous les outils de production, les outils de financement et de décider collectivement ce qu'on en fait, en commençant par relocaliser notre économie. Notre horizon, c'est aussi de socialiser 100 % du salaire. Notre horizon, c'est de sortir des logiques de mise en concurrence des peuples et des territoires et d'entrer de plein pied dans la coopération.

Nous avons besoin d'affirmer que c'est dans cette visée que nous nous inscrivons pour donner de la force à notre action de tous les jours. Ne pas le faire, c'est se condamner à engranger de nouvelles défaites.



● Sylvie Larue

Pour retrouver l'intégralité de la chronique de Bernard Guetta : <http://www.franceinter.fr/emission-geopolitique-lage-des-nouvelles-gauches>.

Alain Curde : le bonheur, et c'est tout



Village d'Alain Curde - 2015

C'est avec émotion que le chanteur Alain Curde a donné l'ultime concert de sa 3^e tournée d'adieux lors de la Fête de l'*Huma* 2104. L'occasion pour lui de fêter ses 100 ans, et pour le journal ses 200. Le concert avait failli être annulé pour cause de cyclone. Mais un malin en génie climatique a réussi à fabriquer une heure de soleil sur la Courneuve, pour le bonheur du chanteur et du public.

Lors du concert, Alain Curde – de son vrai nom Aylan Kurdi – a rappelé qu'il était devenu français le 18 septembre 2015 alors que ses parents syriens, fuyant la guerre, séjournaient dans un village vosgien, dans l'attente d'un visa pour l'Allemagne. Dès l'obtention de la nationalité française d'Aylan Kurdi, le père, baryton, ouvre un restaurant syrien à Strasbourg où il chante pour les exilés d'Orient. Musique, théâtre, avec sa femme comédienne, ils élèvent Aylan, au milieu des artistes qui fréquentent l'endroit. Le petit Aylan veut devenir chanteur, prend un nom de scène et débute une carrière. Il puisera son inspiration auprès du franco-suisse-arménien Charles Aznavour, auquel il a rendu hommage sur la Grande Scène en reprenant "Emmenez-moi".

*« Ils viennent du bout du monde
Apportant avec eux
Des idées vagabondes
Aux reflets de ciel bleu
De mirage
Traînant un parfum poivré
De pays inconnus
Et d'éternels étés
Où l'on vit presque nu
Sur les plages*

*Emmenez-moi
Au bout de la terre
Emmenez-moi
Au pays des merveilles
Il me semble que la misère
Serait moins pénible au soleil. »*

Interviewé sur RTL, Alain Curde a déclaré : « *La France m'a offert, ainsi qu'à plusieurs milliers de mes compatriotes, une existence. Certes, quand mes parents sont arrivés au village en 2015, celui-ci était à reconstruire. Plus de Poste, de boulanger, de garagiste, de médecin, d'agriculteur, de peintre, de maçon. Heureusement toutes les professions sont sur les routes avec ceux qui fuient. Nous avons rénové, labouré, commercé, joué au foot, vécu en paix. L'argent ? On s'est débrouillé. On a emprunté une petite somme pour acheter le matériel, et zou ! On a rouvert une école aussi. C'est là que j'ai appris la langue française et à l'aimer. »*

Certains racontent qu'Alain Curde veut aujourd'hui vivre en Suisse. N'importe quoi. Il y a réfugié et réfugié.



Humour : relaxe



© franceTVinfo

Le tribunal correctionnel de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a relaxé Guy Bedos, estimant, entre autres, que l'humoriste est resté dans "la loi du genre". Nadine Morano avait poursuivi celui-ci pour "injure publique", parce que traitée de "conne" dans le spectacle, et réclamé 15 000 €. On jugera de la pertinence - ou non ? - du qualificatif en lisant, par exemple, cette déclaration de la députée européenne des "Républicains", à propos des immigrés : « On dit qu'ils quittent leur pays, qu'ils fuient la guerre. Heureusement qu'on n'a pas fait pareil en 39-45 ou en 14 ! » Elle ignore sans doute l'exode des 8 à 10 millions de Français vers la zone libre. Ou alors...



● "Le niveau des océans de la mobilisation monte". Reprenant le clavier, début septembre,

Cerises écrivait dans le cadre de la COP 21 : « La bonne nouvelle est du côté de la société civile et de la sensibilité croissante de l'opinion publique mondiale. Là se joue l'idée que la dimension environnementale et la dimension sociale de la lutte contre le réchauffement climatique sont entièrement liées et qu'il faut agir contre la négligence des libéraux pour les enjeux environnementaux. De nombreuses mobilisations sont annoncées, partout. » La commission Écologie d'Ensemble prend sa part dans cette mobilisation avec, entre autres actions, la diffusion d'analyses et argumentaires dans l'édition de septembre de son bulletin L'Éco ! et dans une brochure de 16 pages intitulée L'écologie est au

coeur de l'émancipation sociale. Plus dans la rubrique "Écologie" sur communistesunitaires.net.

● Rappel des fondamentaux. De Hollande à Valls, la mécanique des discours à deux temps se poursuit : affichage de compassion et de solidarité et dans le même temps reculs et restrictions. Si on n'en est pas encore aux propos sans ambiguïté d'un Orban et aux barbelés hongrois, après l'Autriche et l'Allemagne, Valls annonce la création de 900 postes dans les forces de l'ordre. Et, sur le territoire, les évacuations de campements, les destructions des abris de fortune se poursuivent. Une lettre ouverte, signée de nombreuses associations, a été adressée au Président de la République pointant les manquements de la politique française en matière d'accueil et rappelant que, « En face de personnes qui fuient des situations de guerre, d'oppression ou de misère, la seule conduite digne, c'est celle fondée sur l'accueil et le respect des droits fondamentaux ». Texte sur le site <https://www.fidh.org/>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

